Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE
L'ALIMENTATION

Secrétariat général **Service des ressources humaines** **Sous-direction de la gestion des carrières et de la rémunération** **78, rue de Varenne** **75349 PARIS 07 SP** **0149554955**	**Note de mobilité** **SG/SRH/SDCAR/2019-405** **23/05/2019**

Date de mise en application : Immédiate
Diffusion : Tout public

Cette instruction n'abroge aucune instruction.
Cette instruction ne modifie aucune instruction.
Nombre d'annexes : 10

Objet : Appel à candidatures : 10 postes dans le 2ème cercle.

Plusieurs postes sont offerts à la mobilité dite du "2ème cercle" ; les fiches correspondantes mentionnant les personnes à contacter sont jointes en annexe à la présente note.

Office de Développement de l'Economie Agricole d'Outre-mer (ODEADOM) :

- 1 poste de gestionnaire d'aides au service des grandes cultures – Pôle canne (F/H) (catégorie B) à Montreuil (93).
Date limite de candidature : 20 juin 2019.

Conservatoire du littoral :

- 1 poste de gestionnaire de carrières (F/H) (catégorie A) à Basse-Terre (Guadeloupe).
Date limite de candidature : 15 juin 2019.

Office National des Forets :

- 1 poste de chargé(e) de mission (F/H) (catégorie A) à Paris (75).
Date limite de candidature : 22 juin 2019.

Institut Français du Cheval et de l'Equitation:

- 1 poste de délégué(e) national chevaux et poneys de sport et de loisirs (F/H) (Catégorie A) à Saumur (49).
Date limite de candidature : 13 juin 2019.

Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses):

- 1 poste d'assistant secrétariat (H/F) (CDI Cat 3 ou Tit B) à Maisons-Alfort (94).
Date limite de candidature : 10 juin 2019.

- 1 poste de technicien animalier en élevage et expérimentation aviaire (H/F) (CDD de 18 mois Cat 3) à Ploufragan (22).
Date limite de candidature : 06 juin 2019.

Agence de services et de paiement :

- 1 poste de chargé(e) de mission auprès du directeur régional « plan de performance Pac » (F/H) (catégorie A) à Balma (31).
Date limite de candidature : 31 mai 2019.

- 1 poste auditeur/auditrice interne ASP direction générale (F/H) (catégorie A) à Rennes (35).
Date limite de candidature : 13 juin 2019.

Ministère des outre-mer :

- 1 poste d' adjoint au chef du bureau des politiques agricoles rurales et maritimes, au ministère des outre-mer (F/H) (catégorie A) à Paris (75).
Date limite de candidature : 14 juin 2019.

- 1 poste de chargé de mission pêche et affaires maritimes au ministère des outre-mer. (F/H) (catégorie A) à Paris (75).
Date limite de candidature : 14 juin 2019.

L'adjoint à la sous-directrice de la gestion
des carrières et de la rémunération

Emmanuel Bouyer

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

Office de Développement de l'Economie Agricole d'Outre-mer (ODEADOM)

12, RUE HENRI ROL-TANGUY – TSA 60006 – 93555 MONTREUIL CEDEX (métro St Mandé l1, l9 station Robespierre, RER ligne A station Vincennes)

Gestionnaire d'aides au Service des Grandes Cultures – Pôle canne

N° du poste : **Catégorie : B**	
Cotation parcours professionnel : sans objet	**RIFSEEP : Groupe 2**
Poste vacant	
Présentation de l'environnement professionnel	L'Office de Développement de l'Economie Agricole d'Outre-Mer est un établissement public administratif sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture et de l'Outre-Mer. Il assure des fonctions d'organisme payeur pour une grande partie des aides nationales et communautaires destinées à l'agriculture d'outre-mer. Les services de l'Office comprennent 41 ETPT installés à Montreuil dans l'immeuble ARBORIAL qui regroupe des services de l'ASP, de FranceAgriMer, de l'INAO et de l'ONF.
Objectifs du poste	Gestionnaire d'aides
Description des missions à exercer ou des taches à exécuter	**Gestion des aides communautaires POSEI Canne en coordination avec un autre gestionnaire et le chef de pôle Canne :** -Instruction des demandes d'aide et vérification des pièces justificatives -Croisements de fichiers et contrôles de cohérence des données. -Instruction des rapports de contrôle sur place, conduite et suivi de la procédure contradictoire. -Mise en paiement des dossiers. -mises à jour de divers tableaux de suivi dans le cadre des communications règlementaires. -Participation à la définition des évolutions de l'application informatique « ANDROMAID » et à la recette de celle-ci en liaison avec le responsable des systèmes d'information et l'assistance à la maitrise d'ouvrage et collaboration à la rédaction du manuel utilisateur informatique. -Participation à l'élaboration des réponses aux observations formulées lors des audits communautaires et nationaux. **Gestion transversale du Pôle Canne :** -Participation à la mise à jour des guides de procédure « POSEI-Canne ». -Participation à la préparation et l'organisation de réunions (Comité sectoriel.
	- les bénéficiaires des mesures d'aide

<table>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">- les services des DAAF (Direction de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt des départements d'outre-mer)
- la C3OP et le service d'audit interne
- l'agence comptable de l'ODEADOM
- le service des contrôles de l'ODEADOM</td></tr>
<tr><td>Compétences liées au poste</td><td>Savoirs

-Maîtrise des outils bureautiques de base
-Connaissance de la réglementation communautaire et des textes d'application</td><td>Savoir-faire

-Capacité rédactionnelle
-Méthode et rigueur dans le traitement des dossiers
-sens du contact
-organisation et méthode</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">Mme. Laurence Grassart : Chef de service : 01.41.63.19.73
Laurence.grassart@odeadom.fr

M. Stéphane Joret : Secrétaire général : 01.41.63.19.78
stéphane.joret@odeadom.fr

Date limite de candidature : 20 juin 2019</td></tr>
</table>

FICHE DE POSTE

Le Conservatoire du littoral recrute pour sa délégation de rivages Outre-mer un Chargé de projet « Plan de reconquête littoral » en Guadeloupe.

Poste ouvert :

- aux fonctionnaires par voie de détachement sur contrat (contrat de détachement de 3 ans)
- à défaut, aux agents contractuels : CDD d'une durée de 3 ans.

Le Conservatoire du littoral, établissement public administratif de l'Etat, acquiert, restaure et aménage des espaces du littoral et des rivages lacustres en vue de les soustraire à l'urbanisation, de protéger les paysages qu'ils constituent et leur richesse écologique et patrimoniale, tout en les rendant accessibles au public.

Créé en 1975, le Conservatoire protège aujourd'hui près de 205 000 ha situés sur le littoral, dont environ le tiers en outre-mer. Son objectif à l'horizon 2050, dit du « tiers naturel », est de protéger environ 320 000 ha. Une partie de la gestion des terrains sous la protection du Conservatoire est confiée aux collectivités territoriales, à des établissements publics ou à des associations.

Pour réaliser ses missions, le Conservatoire emploie actuellement 180 agents, fonctionnaires détachés ou contractuels, dans les services centraux principalement situés à Rochefort, dans les « délégations de rivages » réparties sur le littoral (en métropole et Outre-mer) et en région Rhône-Alpes pour les lacs. Ces délégations qui constituent le réseau territorial de l'établissement sont chargées, conformément aux orientations nationales, de négocier l'acquisition des terrains, d'assurer la maîtrise d'ouvrage de travaux sur ces terrains, d'en confier et d'en assurer la gestion.

La délégation Outre-mer, basée en métropole (Paris), coordonne l'action de 6 antennes permanentes situées dans les régions Outre-mer : Guyane, Guadeloupe, Martinique, Saint Martin, La Réunion et Mayotte. Elle est composée d'une vingtaine d'agents repartis dans les antennes et de 3 agents en métropole.
La délégation met en œuvre, sous l'autorité de la directrice de l'établissement, la politique de préservation des rivages de l'Outre-mer qui est proposée par les conseils de rivages puis validée par le Conseil d'administration de l'établissement.

Une déléguée-adjointe, en poste en Guadeloupe, assure le pilotage et la coordination de l'action des antennes du Conservatoire sur les rivages français d'Amérique (Guyane, Martinique, Guadeloupe, Saint-Martin, Saint-Barthélémy).

En Guadeloupe, au 1er janvier 2019, le Conservatoire protège 70 sites, qui couvrent une surface d'environ 8182 ha, dont 1 081 d'acquisitions et 1 203 ha de 50 pas géométriques et 5 856 ha de DPM affectés par l'Etat.

Description du projet et des missions :

En Guadeloupe, le foncier de l'Etat affecté au Conservatoire fait l'objet de nombreuses occupations sans droit ni titre : le chargé de projet a pour mission de mettre en œuvre réglementaire et opérationnelle de l'ensemble du programme de reconquête des sites du Conservatoire en Guadeloupe. Il s'assure de la contractualisation et de la mise en œuvre des engagements ; de la restauration et du suivi, auprès des gestionnaires, des espaces reconquis.

- Sur la zone des 50 pas géométriques, un état des lieux exhaustif a été engagé fin 2014 en partenariat avec l'Etat. Il a permis d'identifier environ 500 occupations à traiter, dont la moitié implique une présence de bâti (habitation, commerce…). Depuis 2016, cet état des lieux se poursuit par la mise en œuvre d'un programme d'actions visant à résorber à l'horizon 2022 la majeure partie des situations d'occupations sans droit ni titre, par voie contentieuse si nécessaire, et à éviter toute nouvelle atteinte du foncier de l'Etat affecté au Conservatoire.
- La forêt marécageuse de Jarry fait partie du domaine public maritime qui a été affecté au Conservatoire en 2010. Elle subit, depuis les années 1970, de nombreuses pressions en provenance de la zone industrielle et commerciale riveraine (pollutions, remblais, occupations illégales…). Le Conservatoire du littoral a engagé le

traitement de ces occupations illégales en 2016 et porte un projet plus large de restauration de la forêt marécageuse qui s'attache également à la valorisation du site grâce à la mise en place de sentiers et d'une gestion pérenne du site.

Description du poste

Sous l'autorité de la déléguée adjointe pour les Rivages Français d'Amérique et en lien étroit avec les chargés de mission de l'antenne de Guadeloupe, le chargé de projet est plus particulièrement positionné sur la poursuite et la finalisation des actions de résorption des occupations sans titre, ce qui s'illustre par :

- La formalisation auprès des partenaires (communes gestionnaires, riverains, ONF…) des modalités de reconquête (délimitation, calendrier, responsabilités…) et du projet de restauration et d'aménagement associé ;
- La régularisation des occupations agricoles sur les sites du Conservatoire par un cadre règlementaire répondant aux enjeux de préservation des espaces et des paysages ;
- La mise en œuvre réglementaire et contractuelle des autres occupations par l'établissement de conventions d'occupation temporaire avec les occupants, le cas échéant après mise en concurrence ;
- Le suivi des chantiers de restauration et d'aménagement des espaces naturels reconquis dans divers contextes sociaux économiques, paysagers, géomorphologiques, biologiques et juridiques.

Dans ce cadre, le chargé de projet :
- Prépare les cadres conventionnels qui comprennent notamment les modalités de restauration à mettre en œuvre, les obligations des occupants, le montant de la redevance au regard des surfaces occupées ;
- Actualise la connaissance des occupants agricoles sur les espaces du conservatoire et établit un processus de conventionnements agricoles assorti de cahiers des charges.

La réalisation de ces différentes missions l'amène :
- à intervenir auprès des différents acteurs (Etat, collectivités, autres établissements publics, riverains, entreprises ...) et à mettre en place des partenariats opérationnels (notamment SAFER) ;
- à préparer des appels à projet pour les activités économiques compatibles avec les missions du Conservatoire ;
- à préparer et suivre sur le terrain des commandes de délimitations et de travaux (restauration écologique et paysagère, ouverture au public,…) en lien étroit avec les chargés de mission spécialisés ;
- à s'assurer, auprès des gestionnaires et de l'ONF (MIG), du contrôle de la mise en œuvre effective des engagements des occupants ;
- à participer aux négociations pour les procédures foncières et au suivi des contentieux.

Profil et compétences requises

- Formation en ingénierie de l'environnement, de l'aménagement et de l'urbanisme ;
- Connaissance appréciée dans le domaine de la biodiversité ou des paysages ;
- Connaissances dans le domaine du foncier ;
- Connaissance de l'Outre-mer et des institutions;
- Maîtrise des logiciels informatiques et bureautiques classiques ;
- Capacité de synthèse et esprit d'initiative;
- Autonomie et rigueur;
- Qualités d'expression écrite et orale.

Relations hiérarchiques et fonctionnelles

Le chargé de projet est placé sous l'autorité hiérarchique de la déléguée adjointe pour les Rivages français d'Amérique. En interne, il est en relation fonctionnelle avec les agents de la délégation et les services nationaux de l'établissement. En externe, il exécute sa mission en contact régulier et direct avec différents partenaires du Conservatoire, en particulier avec les gestionnaires.

Caractéristiques du poste

Poste de catégorie A à temps complet.
Ce poste est ouvert :
- aux fonctionnaires par voie de détachement sur contrat (contrat de détachement de 3 ans)
- aux agents contractuels : CDD d'une durée de 3 ans

La politique des ressources humaines du Conservatoire du littoral vise à garantir un recrutement respectueux des principes de non-discrimination et de diversité. Ainsi, les candidats reconnus travailleurs handicapés peuvent accéder à cet emploi.

Lieu d'affectation et date de prise de fonction

La résidence administrative est située à l'antenne du Conservatoire du littoral à Basse-Terre (Guadeloupe).
Le poste est à pourvoir dès que possible.

Renseignements et dépôt des candidatures
Les dossiers de candidature (CV+ lettre de motivation), accompagnés du dernier arrêté de situation administrative pour les fonctionnaires, sont à faire parvenir au plus tard **le 15 juin 2019** :

Soit par courrier à :
Madame la directrice du Conservatoire du littoral
Corderie Royale - CS 10137 - 17306 Rochefort cedex - Tél. 05.46.84.72.50

Soit en ligne :
www.conservatoire-du-littoral.fr - Rubrique offres d'emploi

Renseignements sur le poste : Marie-Aurore ADROVER-MALNOURY, déléguée adjointe Rivages français d'Amérique (0590 81 59 52)
ma.adrover@conservatoire-du-littoral.fr
(pas de dépôt de candidature à cette adresse)

Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt.

Office national des forêts – Direction générale
2 avenue de Saint Mandé 75012 PARIS

Chargé(e) de mission « Affaires communales »

N° du poste : 16281 **Catégorie :** IGPEF**-** ICPEF- IPEF - IAEHC - IDAE - IAE confirmé – Attaché HC - Attaché principal - Attaché confirmé - Administrateur civil -	
Localisation : Paris Cotation du poste : A3	
Poste vacant, à pourvoir au 1er septembre 2019	
Présentation de l'environnement professionnel	L'Office national des forêts (ONF) est chargé de la gestion durable et multifonctionnelle des forêts publiques (forêts de l'Etat et des collectivités locales), soit environ 10 millions d'hectares en métropole et outre-mer. La mission «affaires communales » est rattachée à l'adjoint au Directeur général chargé des relations institutionnelles, de la coordination DOM-Corse et de l'international (ADG-RI). Interlocuteur privilégié au sein de l'ONF, de la fédération nationale des communes forestières (FNCOFOR), l'ADG-RI organise le partenariat avec les collectivités propriétaires de forêts relevant du régime forestier. Il anime la réflexion et coordonne la politique de l'établissement en matière de gestion des forêts publiques appartenant aux collectivités. Il en suit la mise en œuvre en liaison avec les autres directions centrales, les directions et agences territoriales. Il assiste le directeur général dans son dialogue permanent avec les élus et participe à la définition et à la mise en œuvre de la stratégie territoriale de l'établissement en cohérence avec la politique forestière nationale et avec les enjeux « forêts-territoires ». Plus globalement, l'ADG-RI coordonne les actions promouvant une approche territoriale de la gestion des espaces forestiers et le développement des partenariats avec les autres collectivités territoriales (EPCI, Départements, Régions).
Objectifs du poste	Organiser le travail des instances de partenariat avec les collectivités propriétaires de forêt, en liaison avec la Fédération nationale des communes forestières. Renforcer l'ancrage territorial de l'ONF et de la gestion des forêts publiques. Promouvoir l'ouverture aux partenaires collectivités locales. Conforter les partenariats avec les Régions et l'ARF. Appuyer l'adjoint au Directeur général sur des dossiers ponctuels, notamment dans le cadre des relations avec l'interprofession nationale France Bois Forêt (FBF) et avec la Direction en charge des questions forestières au sein du MAA (DGPE).
Description des missions à exercer ou des taches à exécuter	- organisation du travail des instances partenariales avec les collectivités forestières (instances formelles, groupes de travail,…) en lien étroit avec la FNCOFOR - pilotage des projets transversaux sur la gestion des forêts publiques, notamment en matière de supports d'échanges avec les élus (informationnel communal, publications, formation, etc.) - responsabilité des publications de référence sur les forêts des collectivités (application « l'élu forestier », charte de la forêt communale, bilan patrimonial,…) - participation aux groupes de travail et instances de réflexion proposés par FBF - en appui à l'ADG-RI, participation aux instances de concertation et réunions techniques proposées par le MAA - participation, en lien avec le centre national de formation, à la définition et à la mise en œuvre des actions de formation spécifiques au champ de compétences du poste

<table>
<tr><td></td><td colspan="2">- participation à la définition de la stratégie de l'établissement dans le cadre d'une approche globale forêts et territoires.
- Animation du partage d'expérience, d'outils et projets (co-développement) de partenariats avec les collectivités locales, au sein du réseau des managers (DA, UT).
- Veille active sur l'actualité institutionnelle des collectivités locales et diffusion d'informations au réseau des managers en territoires
- maitrise d'ouvrage « métier » du développement des outils numériques d'échanges et de dialogue avec les collectivités</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">Mission en lien avec les directions du siège et les structures territoriales de l'Office, avec les collectivités forestières et leurs représentants, avec les associations d'élus, avec l'interprofession, le ministère chargé des forêts, le ministère chargé des collectivités locales.</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences liées au poste</td><td>Savoirs :</td><td>Savoir-faire :</td></tr>
<tr><td>- Qualités relationnelles, sens de la négociation et disponibilité.
- Connaissance des politiques publiques et territoriales
- Connaissance du fonctionnement des collectivités locales du bloc communal
- Connaissance des processus métiers et du fonctionnement de l'ONF appréciée
- Connaissance des spécificités de la gestion des forêts des collectivités souhaitée</td><td>- Expérience de la conduite de projets impliquant de nombreux acteurs appartenant à différentes structures
- Capacité de synthèse et qualités rédactionnelles
- Aptitude à l'animation de réseaux</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">Adjoint au Directeur général chargé des relations institutionnelles, de la coordination Corse-DOM et des relations internationales
patrick.falcone@onf.fr
Tél: 01 40 19 59 05</td></tr>
</table>

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

Institut Français du Cheval et de l'Equitation
Pôle traçabilité et accompagnement de la filière équine – Direction accompagnement à la filière

Ecole Nationale d'Equitation – Terrefort - BP 207 – 49411 Saumur Cedex

Délégué(e) national chevaux et poneys de sport et de loisirs

N° du poste : **Catégorie : A**	
Cotation parcours professionnel postes catégorie A(*) : 2	**Groupes RIFSEEP :**
Poste susceptible d'être vacant	
Présentation de l'environnement professionnel	L'Institut Français du Cheval et de l'Équitation est un établissement public administratif sous double tutelle des Ministères en charge de l'agriculture et des sports. Il est issu du rapprochement des Haras Nationaux et de l'École Nationale d'Équitation. L'IFCE est au service des acteurs de la filière équine avec pour principales missions de : - Contribuer à la mise en œuvre des politiques de l'Etat en faveur de la filière équine : notamment la traçabilité zootechnique et sanitaire des équidés, l'appui économique à la filière et l'expertise réglementaire dans les domaines de l'élevage et des sports équestres. - Etre l'institut technique de référence de la filière par des activités de recherche appliquée, de transmission des savoirs (diffusion et formation professionnelle) et de valorisation du patrimoine équestre français.
Objectifs du poste	Le(la) délégué(e) national suscite et suit les projets, il/elle accompagne leur mise en œuvre, en collaboration avec les autres pôles de l'établissement (Pôle traçabilité et accompagnement de la filière, Pôle formation professionnelle et sportive, Pôle développement, innovation et recherche, Pôle Equitation de Tradition Française et Sport). Il/elle est en charge de l'accompagnement des socio professionnels dans son domaine d'expertise. Appuyer les associations représentant les secteurs « Sport & Loisir » représentant divers organismes : - Apporter un appui technique : expertise, formation, accompagnement dans leurs projets de développement ; - Part de régalien : évolutions des règlements de Stud Book, accompagnement des politiques publiques ; - Travail en relation avec les autres directions de l'établissement : SIRE, Direction de la formation, Pôle développement innovation recherche, Service des relations internationales : suivi des studbooks, susciter des projets, assurer une veille et accompagner la mise en œuvre par les autres directions ; Contribuer à une approche transverse : - En collaboration avec les services de l'IFCE (Délégués nationaux des autres segments, SIRE, Pôle développement innovation recherche, Formation) et les acteurs socioprofessionnels, il/elle participe à la prospective ; - Il/elle participe au suivi des protocoles du Pôle développement innovation recherche ; Assurer le suivi et la bonne marche des concours d'élevage : - En lien avec la SHF et le secteur Loisir. - Appuyer la société mère sur les règlements et leur mise en œuvre. Lien SHF et FFE Expertises pour le compte du MAAF

<table>
<tr><td>Description des missions à exercer ou des taches à exécuter</td><td colspan="2">Activités principales
- Met en œuvre la stratégie de développement national
- Élabore le programme d'action de l'Ifce pour son secteur en concertation avec les acteurs professionnels
- Suscite des projets et participe à l'élaboration de ces derniers
- Appui technique aux associations, accompagnement de leurs projets
- Assure le suivi et la bonne marche de ses projets
- Accompagne la mise en œuvre par les autres directions
- Produit reporting, bilan et notes de conjoncture de l'activité
- Apporte expertise, conseil, appui technique, évaluation, assistance à maîtrise d'ouvrage aux porteurs de projets
- Valorise les actions de son domaine d'expertise auprès des acteurs de la filière
- Effectue un travail de veille dans son domaine d'expertise en lien avec les autres directions de l'Ifce
- Anime et développe son réseau de partenaires
- Reconnaissance des races en lien avec le site IFCE de Pompadour

Activités annexes
- Réalise des actions ponctuelles de formation
- Réalise des actions de communication ciblées (participation à des ouvrages par exemple)

Conditions particulières de travail
- Travail en réseau avec les associations et les autres directions de l'établissement
- Affectation géographique délocalisée et télétravail ponctuel</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">En interne :
- Direction accompagnement filière pour la filière
- Direction de la Formation pour la conception et suivi des formations demandées par la filière
- Pôle développement, innovation et recherche pour le suivi des projets à destination des Associations Nationales de Race (ANR)

En externe :
- Associations de races et fédérations
- Presse spécialisée</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences liées au poste</td><td>Savoirs :</td><td>Savoir-faire :</td></tr>
<tr><td>- Connaissance de la filière et de ses institutions
- Environnement institutionnel
- Droit, techniques juridiques et procédures
- Achats publics
- Utilisation de logiciels
- Gestion de projet
- Management
- Expression écrite
- Expression orale
- Relation avec les partenaires de l'Ifce
- Langues étrangères
- Conception et gestion de supports de communication
- Économie de la filière
- Économie des entreprises
- Identification terrain des équidés
- SIRE : gestion des stud-books, connaissances sanitaires
- Génétique équine et caractérisation
- Attelage
- Modèles et allures, pointage
- Aménagement du territoire – Développement économique et social
- Formation des publics de la filière
- Activités sportives</td><td>- Être autonome
- Être force de proposition et d'initiative
- Être orienté vers les partenaires/usagers/clients
- Avoir le sens de l'efficience</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">Pour plus de renseignements :
M. Guillaume Blanc, directeur de l’accompagnement filière- Tél. : 06 88 21 60 09
courriel : guillaume.blanc@ifce.fr</td></tr>
</table>

	Pour envoyer votre candidature (CV et lettre de motivation) : Mme Loëtitia Gérard – Tél : 05 55 73 83 08 Courriel : loetitia.gerard@ifce.fr ou drh-info@ifce.fr Date limite de candidature : 6 juin 2019 Date de prise de poste : 1er juillet 2019

Date : 20/05/2019

Poste à pourvoir	**Assistant secrétariat (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 3 ou agent titulaire de catégorie B**
Type de contrat	**Mobilité interne ou (CDI, détachement, affectation)**
Localisation	**Maisons-Alfort (94)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 132 millions d'euros au budget annuel
- 13 800 avis émis depuis 1999
- 65 mandats de référence nationale
- 6 millions d'euros/an en soutien aux appels à projets de recherche

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse

Direction de l'évaluation des risques
Service « Appui à l'expertise » (SAE)

Missions / contexte

La direction de l'évaluation des risques (DER) assure l'ensemble des missions d'évaluation dans le domaine des bénéfices et des risques nutritionnels et sanitaires liés à l'alimentation, des risques liés à la santé-environnement, des risques liés à la santé au travail, des risques liés à la santé, à l'alimentation et au bien-être des animaux, et des risques liés à la santé des végétaux. Elle fait appel à des comités d'experts spécialisés (CES) et autres collectifs d'experts constitués auprès de l'Agence en coordonnant leurs travaux. Elle fait également appel aux compétences scientifiques de ses personnels, et travaille en liaison avec les autres entités de l'Agence. Dans son domaine de compétence, elle assure certaines missions d'alerte et de vigilance, organise les études et enquêtes nécessaires à la collecte des données utiles à ses travaux d'expertise, gère les observatoires et bases de données qui y sont associés et mène à bien les développements méthodologiques nécessaires à l'accomplissement de ses missions.

Le Service « Appui à l'expertise », rattaché au directeur et composé de 16 personnes, assure la gestion administrative de l'expertise dans ses différentes composantes : experts externes, comités d'experts spécialisés et groupes de travail, saisines et produits d'expertise, programme de travail en cohérence avec les plans nationaux, référentiels déontologiques, budget et ressources internes. Il est constitué de chargés de mission et gestionnaire affaires financières, d'une équipe chargée de la gestion des experts et des saisines, et d'une équipe chargée du secrétariat commun. Cette dernière comporte 7 agents. Elle regroupe les missions de secrétariat administratif en appui aux différentes unités de la DER : unités d'évaluation, de méthodologie et études, observatoires, et direction de la DER

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Placé sous la responsabilité du chef du service, l'assistant secrétariat apporte un appui administratif et logistique à un ensemble de clients internes (agents, chefs d'unité) et externes (experts), en équipe avec ses collègues. Il suit un ensemble de dossiers de natures variées, avec un suivi des processus dans leur intégralité. Il contribue à l'optimisation, la simplification, l'harmonisation et la mise en œuvre des procédures d'appui administratif au sein du service.

Activités

- Réceptionner, enregistrer, mettre en forme, envoyer des courriers externes et des bordereaux internes et en assurer le suivi dématérialisé (gestion électronique du courrier et des parapheurs) puis l'archivage,
- Préparer des fonds de dossiers en amont de réunions/missions et mettre en forme des lettres, des rapports et présentations le cas échéant,
- Prévoir l'organisation et réserver les ressources en appui à l'activité (salles de réunion, matériel informatique…), gérer des agendas si besoin et préparer des déplacements,
- Assurer la mise en œuvre opérationnelle des réunions de comités d'experts spécialisés (CES) et groupe de travail (GT/GECU) rattachés aux unités (convocations, préparation matérielle des réunions, gestion des aléas),
- Mettre en signature les courriers de nominations d'experts rapporteurs, les produits d'expertise en réponse aux saisines (avis, rapports) et les différents courriers des unités dont il partage la charge,
- Tenir à jour WebSaisines (progiciel de gestion des saisines, avis, experts et réunions) et réunir les pièces justificatives (feuilles d'émargement, lettres de nominations…) pour l'élaboration de la rémunération trimestrielle des experts.

Conditions particulières

Respect des règles de confidentialité

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis

BAC à BAC+2 de type BTS secrétariat

Expériences similaires

Expérience avérée dans le domaine du secrétariat ou de la gestion administrative
Connaissance du fonctionnement d'un établissement public administratif appréciée

Compétences

Maîtrise des outils bureautiques (Outlook, Word, Excel)
Aisance avec l'informatique en général
Bonnes compétences rédactionnelles
Qualités relationnelles et capacité à travailler en équipe
Rigueur, autonomie et méthode
Sens des responsabilités
Sens pratique, capacités d'anticipation et de planification

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 10 juin 2019

Renseignements sur le poste : Isabelle Bourdeaux (isabelle.bourdeaux@anses.fr, 01 49 77 27 06), Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) en indiquant la référence 2019-048 à : recrutement@anses.fr

Date : 15/05/2019

Poste à pourvoir	**Technicien animalier en élevage et expérimentation aviaire (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 3**
Type de contrat	**Contrat à durée déterminée de droit public de 18 mois**
Localisation	**Ploufragan (22)**
Prise de fonction	**Septembre 2019**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 132 millions d'euros au budget annuel
- 13 800 avis émis depuis 1999
- 65 mandats de référence nationale
- 6 millions d'euros/an en soutien aux appels à projets de recherche

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse	Laboratoire de Ploufragan/Plouzané Service d'Élevage et d'Expérimentation Aviaire et Cunicole (SELEAC)
Missions / contexte	Le service est composé de 20 personnes et organisé en trois secteurs. Le secteur concerné par le recrutement est celui de l'expérimentation en pathologie aviaire et cunicole. L'agent pourra être sollicité, si besoin, à travailler dans les deux autres secteurs du service : essais en bâtiments conventionnels d'une part et production de volailles à statut microbiologique contrôlé, d'autre part.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité du chef du service SELEAC et en lien étroit avec le chef du secteur confiné, l'agent aura en charge les missions de base d'un animalier en expérimentation animale, à savoir les soins d'élevage et observations de routine auprès des animaux, la participation aux manipulations des oiseaux (suivi sanitaire et zootechnique), les travaux de démontage, nettoyage-désinfection et remontage des équipements, les opérations de maintenance des installations et d'entretien de 1er niveau ainsi que la mise en place et le suivi des études.

A ce titre, l'agent sera :

Activités

1) Impliqué dans la conduite du secteur non contaminé EOPS (isolateurs et animaleries) en:
- Assurant l'élevage, l'alimentation et les soins aux animaux
- Assurant la surveillance des animaux et des observations diverses
- Réalisant le nettoyage et la désinfection des équipements et installations d'élevage
- Assurant diverses interventions et manipulations sur les animaux
- Assurant le suivi du troupeau et en faisant un compte-rendu des activités au responsable du secteur

2) Impliqué dans la conduite du secteur contaminé (animaleries et isolateurs) en :
- Assurant la mise en place et le suivi des études en collaboration avec les responsables d'essai eu égard aux exigences des protocoles dans les domaines de la Bactériologie, Mycoplasmologie, Virologie et Parasitologie
- Assurant l'alimentation, les soins, la surveillance, différentes observations, interventions et manipulations (pesées, prélèvements etc) sur les animaux
- Assurant l'enregistrement des données d'essai
- Assurant le nettoyage-désinfection des matériels et locaux d'expérimentation
- Réalisant le montage et l'entretien des équipements expérimentaux

3) Impliqué dans la démarche qualité du service.

4) Impliqué dans les relations avec les autres secteurs du service ou des autres services (maintenance-magasin central, commandes d'aliment etc) et unités du laboratoire (responsables d'essais, techniciens chargés des analyses etc).

Conditions particulières

- Travail en atmosphère confinée et protégée avec les contraintes liées à cet emploi (douches – changement de tenues).
- Aptitude à réaliser des tâches physiques (manutention, contention, lavages etc)
- Gardes de travail à tour de rôle les week end et jours fériés.
- Ne pas détenir d'oiseaux à titre personnel pour éviter tout risque de contamination.

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : BTS productions animales ou expérimentation animale ou Bac Agricole minimum (ou équivalent) avec une expérience réussie dans la conduite autonome en élevages hors sol.

Expériences similaires

- Connaissances générales en productions animales avec une expérience en productions hors sol (volailles ou porc) d'un an minimum
- Une expérience en expérimentation animale serait un plus

Compétences

- Connaissances de l'expérimentation animale
- Rigueur et capacité à respecter des règles d'hygiène strictes
- Sens pratique et sens de l'observation
- Capacités d'autonomie, de polyvalence, d'organisation dans le travail et d'initiatives
- Bon relationnel et aptitude à travailler en équipe
- Aptitude à rendre compte, à synthétiser et, éventuellement, à rédiger
- Pratique des outils informatiques (Word, Excel, Outlook, …)

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 6 juin 2019

Renseignements sur le poste : Alassane KEITA alassane.keita@anses.fr 02 96 01 62 03

Michel AMELOT michel.amelot@anses.fr 02 96 01 62 99

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) en indiquant la référence 2019-069 à : recrutement@anses.fr

Agence de Services et de Paiement

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

Agence de services et de paiement

Direction régionale OCCITANIE
78 rue Saint Jean
31133 BALMA

Chargé de mission auprès du directeur régional «Plan de Performance PAC» (H/F)

N° du poste : 19180 **Catégorie : A**	
Cotation parcours professionnel : 2	**Groupe RIFSEEP (filière administrative) : 3**
Poste vacant **Date limite de candidature : 31 mai 2019**	
Présentation de l'environnement professionnel	L'Agence de Services et de Paiement (ASP) est un établissement public administratif placé sous la double tutelle du Ministère en charge de l'Agriculture et du Ministère en charge de l'Emploi. L'ASP est le premier organisme payeur européen des aides agricoles de la politique agricole commune (PAC). Elle contribue à la mise en œuvre de politiques publiques européennes, nationales et locales et dispose d'une expertise reconnue dans les domaines de l'ingénierie administrative, de l'instruction, des contrôles, des paiements et des recouvrements. Son siège est réparti sur deux sites (Limoges et une antenne à Montreuil-sous-bois) et comporte un réseau de 17 Directions régionales (DR) implantées en métropole et outre-mer. L'ASP lance un Plan Performance PAC (PPP) visant à mieux accompagner les services instructeurs des mesures surface de la PAC (Système Intégré de Gestion et de Contrôle -SIGC). Dans ce cadre, elle souhaite constituer dans chaque DR un pôle de compétences assurant un relais entre la Direction des Soutiens directs agricoles (DSDA) et les Directions Départementales des Territoires/Service Economie Agricole (DDT/SEA).
Objectifs du poste	Organiser et piloter le pôle de compétence de la direction régionale sur le premier pilier de la PAC dans le cadre du plan de performance, Apporter un appui au Service Economie Agricole des 13 DDT de la région, en relais de la DSDA. Apporter un appui au pilotage de la campagne PAC (SIGC)
Description des missions à exercer ou des taches à exécuter	Suivre l'avancée de l'instruction des aides de la PAC au sein de chacun des 13 SEA grâce à des indicateurs fournis par la DSDA. Accompagner les chefs des SEA dans la lecture et la mise en œuvre des décisions des comités de pilotage, comités opérationnels, … Echanger régulièrement avec la Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt (DRAAF) et les chefs des SEA sur la conduite de l'instruction tant en qualité qu'en rythme d'instruction. Si difficultés identifiées, construire avec les chefs des SEA une analyse d'organisation et un plan d'amélioration. Assurer, avec la DRAAF, l'information des SEA dans les réunions régionales sur le pilotage et sur l'instruction.

<table>
<tr><td></td><td colspan="2">Proposer des indicateurs objectifs pour l'allocation des moyens et ressources nécessaires à l'instruction au Responsable du Budget Opérationnel de Programme (RBOP) délégué (DRAAF).

Mettre en œuvre des actions de supervision.

Coordonner la réalisation, par des agents formés à cette tâche, de la supervision des dossiers instruits par chaque SEA, en plusieurs périodes tout au long de l'instruction, et sur un périmètre défini (surfaces, verdissement).

Faire une analyse des écarts, par DDT et au niveau régional en y intégrant les résultats de la supervision faite par la DDT.

Etablir des retours, par DDT et collectivement pour trouver des pistes d'amélioration immédiate des processus.

Constituer et animer des groupes d'échanges de pratiques entre instructeurs pour chaque dispositif géré :

- pour la compréhension des instructions,

- pour les échanges de bonnes pratiques,

- pour la solidarité interdépartementale,

- pour l'appui interservices.

Constituer un relais régional d'information

• de la DSDA vers les SEA :
- identification de difficultés particulières
- instructions spécifiques
- réponse à questions récurrentes
- diffusion des résultats et consignes d'audit
• remontée d'information particulière des SEA vars la DSDA :
- questions liées à l'instruction
- interrogations
- suggestions</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">En externe : DSDA, DDT, DRAAF, éventuellement Région

En interne : encadrement immédiat : directeur régional.</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences liées au poste</td><td>Savoirs :</td><td>Savoir-faire :</td></tr>
<tr><td>Avoir une bonne connaissance de l'environnement professionnel et de l'activité de l'ASP,

Connaissance du mode de fonctionnement du SEA.</td><td>Connaissance de la PAC et des partenaires,
Fort sens du relationnel,
Fonctionnement en réseau,
Autonomie.</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">Chaque candidature accompagnée d'une lettre de motivation et d'un CV sera transmise, sous couvert de la hiérarchie directe à :

Bernard DIBERT, Directeur Régional Occitanie – bernard.diber@asp-public.fr

avec copie à :

Philippe SALABERT, Directeur Régional Délégué Occitanie, philippe.salabert@asp-public.fr

Céline GADY, Conseillère mobilité carrière DRH ASP, celine.gady@asp-public.fr</td></tr>
</table>

Sous-Direction des Politiques Publiques

Ministère des outre-mer

Bureau des politiques agricoles rurales et maritimes

Intitulé du poste : **Adjoint au chef du bureau des politiques agricoles rurales et maritimes, au ministère des outre-mer**

Catégorie statutaire / corps :

A ayant une expérience confirmée des affaires maritimes

Emploi type : Cadre chargé de la coordination et du pilotage

Domaine fonctionnel : ELABORATION ET PILOTAGE DES POLITIQUES PUBLIQUES

Code fiche de l'emploi-type :

EPP008A

Groupe RIFSEEP :

2

Localisation administrative et géographique / affectation :

Direction générale des outre-mer (DGOM) – Ministère des outre-mer

Adresse : 27 rue Oudinot – Paris 7éme

Métro : St François-Xavier ou Duroc – Autobus : Oudinot 82, 87, 92, hôpital Necker 28, 39, 70

Vos activités principales :

La DGOM a fait le choix d'un fonctionnement transversal des services comme vecteur de dynamisation de la délégation et souhaite introduire un management en mode « projet ».

Dans ce cadre, vous êtes chargé de participer, pour l'outre-mer, à la conception de la stratégie agricole, rurale et maritime et au suivi de sa mise en œuvre. Vous serez tout particulièrement chargé des affaires maritimes et de toutes les activités liées à la mer. En tant qu'adjoint au chef de bureau, vous devrez aussi assurer, en lien avec le chef de bureau, l'animation du bureau et le suivi de l'ensemble des dossiers.

Pour cette création de poste, votre mission consistera à :

• assurer une fonction de veille/suivi des politiques dont vous avez la charge ;

• constituer et animer le réseau des acteurs de la politique concernée ;

• assurer un rôle de coordination, de négociation et d'animation interministérielle et/ou interinstitutionnelle dans le cadre de la mise en œuvre des politiques publiques outre-mer ;

• élaborer et gérer, le cas échéant, les dispositifs relevant de ces politiques et accompagner leur mise en place ;

• contribuer par vos propositions, à l'adaptation de la législation outre-mer en vous appuyant sur les compétences du service des affaires juridiques et institutionnelles, garant de la qualité de la production normative de la direction ;

• jouer un rôle de conseil en interne (services de la direction générale) ou en externe (ministères, représentants de l'Etat outre-mer, autres institutions),

Spécificités du poste / contraintes / sujétions :

Vous exercez vos missions sur la base du «forfait jours» (article 10 du décret 2000-815 du 25 août 2000) dont bénéficient les agents exerçant des fonctions d'encadrement et de conception soit 18 jours ARTT

Vos compétences principales mises en œuvre :

Connaissances techniques	*Savoir-faire*	*Savoir-être*
Connaissance des activités d'une direction de la mer outre-mer Bonne connaissance des instruments de la politique commune des pêches Connaître l'environnement professionnel	Savoir travailler en équipe (niveau expert requis) Avoir l'esprit de synthèse Savoir négocier	Développer et animer un réseau de correspondants partenaires Avoir l'esprit d'initiative Savoir s'adapter

Durée attendue sur le poste : 3 - 4 ans

Votre environnement professionnel :

❧ ***Activités de la sous-direction et du bureau :***

La sous-direction des politiques publiques participe, avec les autres ministères compétents, à la conception, à l'élaboration et à la mise en œuvre des politiques spécifiques à l'outre-mer. Elle propose les adaptations des politiques nationales liées aux particularités de l'outre-mer. Elle coordonne la politique contractuelle de l'État dans les départements et régions d'outre-mer et veille à sa cohérence avec les politiques et programmations de l'Union européenne. Elle élabore et met en œuvre la politique contractuelle de l'État dans les autres collectivités de l'outre-mer. Elle contribue à la mise en œuvre outre-mer des politiques européennes de cohésion économique, sociale et territoriale et assure la coordination interministérielle des investissements de l'Etat outre-mer. Enfin la sous-direction des politiques publiques veille à la prise en compte du développement durable dans les politiques publiques conduites outre-mer. Elle comprend 5 bureaux.

Les missions du bureau des politiques agricoles rurales et maritimes sont animées en coordination avec les autres services de la DGOM, les ministères en charges du domaine (détenteurs de l'expertise), les services déconcentrés et les acteurs territoriaux. Elles visent à adapter l'action de l'Etat aux spécificités des territoires ultra-marins dans les domaines agricole (politique globale et particulière), rural, maritime (pêche et politique maritime de l'Union Européenne et internationale). A ce titre, le bureau doit :

1. Assurer la veille et animer un réseau permanent avec les acteurs et experts du secteur.

2. En tant que contributeur : anticiper et contribuer à l'évolution de la réglementation sur des questions de politique maritime, de pêche et d'aquaculture (FEAMP, gestion des zones côtières, stratégie nationale mer et littoral), de développement agricole, de sécurité sanitaire, de santé végétale et animale, de produits phytosanitaires ; participer à l'adaptation des initiatives internationales, européennes et nationales dans les domaines considérés.

3. En tant que chef de file : assurer un rôle de coordination, d'impulsion et d'orientation dans l'adaptation de la Politique commune des pêches outre-mer, de la PAC (1er et 2ème piliers) et le suivi de la mise en œuvre du programme POSEI et des programmes de développement rural ; assurer/promouvoir le développement d'initiatives favorisant le développement des filières spécifiques (canne, sucre, rhum, banane, etc.).

4 - Participer aux évaluations et contribuer en tant que de besoin aux activités des autres services de la direction.

❧ ***Composition et effectifs du bureau : 8 agents***

Le chef de bureau A+, 6 chargés de mission de catégorie A, 1 secrétaire de catégorie C

❧ ***Liaisons hiérarchiques :***

Chef de bureau

❧ ***Liaisons fonctionnelles :***

- Au sein de la direction :

Bureau des politiques européennes, d'insertion régionale et de valorisation de l'outre-mer

Sous-direction des affaires juridiques et institutionnelles

- Externe :

Ministères chargés de l'agriculture et de la mer, SGAE, SG mer, commission européenne

Services territoriaux de l'État et organismes compétents, socioprofessionnels et monde associatif relevant des domaines couverts

Vos perspectives :

L'expérience acquise sur ce poste vous permettra d'évoluer vers des fonctions similaires dans le même domaine fonctionnel et pourra être valorisée au sein de structures interministérielles.

Fiche mise à jour le : 12 mai 2019

Pour candidater :

Envoyez votre CV à :
- M. DESPLANQUES, sous-directeur des politiques publiques - 01 53 69 22.23– etienne.desplanques@outre-mer.gouv.fr
- M. Arnaud MARTRENCHAR, adjoint au sous directeur - 01.53.69.26.05 - arnaud.martrenchar@outre-mer.gouv.fr - M. Stéphan GABRIELLI, chef du bureau des ressources et de la coordination (BRC) - stephan.gabrielli@outre-mer.gouv.fr - 01.53.69.24.15 et brc-mobilite@outre-mer.gouv.fr

Fiche mise à jour le : 12 mai 2019

SDPP

Fiche de poste

1 poste à pourvoir

Bureau des politiques agricoles rurales et maritimes

Intitulé du poste : **Chargé de mission pêche et affaires maritimes au ministère des outre-mer.**

Catégorie statutaire / corps :
A

Emploi type : Cadre chargé de la coordination et du pilotage

Code fiche de l'emploi-type :
EPP008A

Domaine fonctionnel : ELABORATION ET PILOTAGE DES POLITIQUES PUBLIQUES

Groupe RIFSEEP :
3

Localisation administrative et géographique / affectation :

Direction générale des outre-mer (DGOM) – Ministère des outre-mer
Adresse : 27 rue Oudinot – Paris 7éme

Métro : St François-Xavier ou Duroc – Autobus : Oudinot 82, 87, 92, hôpital Necker 28, 39, 70

Vos activités principales :

L'économie bleue constitue un potentiel important de développement des territoires ultramarins. Par ailleurs, le contexte particulier de ces territoires nécessite de mettre en place des politiques publiques adaptées. Dans ce cadre, vous êtes chargé de suivre les questions portant sur :

- la politique maritime de l'Union européenne et de la France (politique maritime intégrée, stratégie nationale mer et littoral, comités interministériels de la mer) ;

- les ports maritimes.

- le plan national de prévention et de lutte contre les sargasses ;

- les secteurs et organisations liées au développement de l'économie bleue en lien avec les autres bureaux de la sous-direction (croisière, fret, énergie marine).

Dans le cadre du binôme formé avec l'autre chargé de mission sur les sujets maritimes, vous pourrez être amené à traiter :

- la politique de la pêche et de l'aquaculture et son instrument financier (le fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, FEAMP) ;

- les organisations régionales de gestion de la pêche ;

Votre mission consistera à :

• assurer une fonction de veille/suivi des politiques dont vous avez la charge ;

• animer le réseau des acteurs de la politique concernée, en concertation avec le bureau des politiques européennes, d'insertion régionale et de valorisation de l'outre-mer pour les questions européennes ;

• assurer un rôle de coordination, de négociation et d'animation interministérielle et/ou interinstitutionnelle dans le cadre de la mise en œuvre des politiques publiques maritimes outre-mer ;

• élaborer et gérer, le cas échéant, les dispositifs relevant de ces politiques et accompagner leur mise en place ;

• contribuer par vos propositions, à l'adaptation de la législation outre-mer en vous appuyant sur les compétences de la sous-direction des affaires juridiques et institutionnelles, garant de la qualité de la production normative de la direction ;

• jouer un rôle de conseil en interne (sous-directions de la direction) ou en externe (ministères, représentants de l'Etat outre-mer, autres institutions) ;

• vous impliquer dans d'autres dossiers du bureau de façon à contribuer à la continuité de l'activité

Spécificités du poste / contraintes / sujétions :

Vous exercez vos missions sur la base de l'horaire habituel des personnels de l'administration centrale

Vos compétences principales mises en œuvre :

Connaissances techniques	Savoir-faire	Savoir-être
Connaître l'environnement professionnel	Savoir travailler en équipe (niveau expert requis) Avoir l'esprit de synthèse Savoir négocier	Développer et animer un réseau de correspondants partenaires Avoir l'esprit d'initiative Savoir s'adapter

Durée attendue sur le poste : 3 - 4 ans

Votre environnement professionnel :

- ***Activités de la sous-direction et du bureau :***

La sous-direction des politiques publiques participe, avec les autres ministères compétents, à la conception, à l'élaboration et à la mise en œuvre des politiques spécifiques à l'outre-mer. Elle propose les adaptations des politiques nationales liées aux particularités de l'outre-mer. Elle coordonne la politique contractuelle de l'État dans les départements et régions d'outre-mer et veille à sa cohérence avec les politiques et programmations de l'Union européenne. Elle élabore et met en œuvre la politique contractuelle de l'État dans les autres collectivités de l'outre-mer. Elle contribue à la mise en œuvre outre-mer des politiques européennes de cohésion économique, sociale et territoriale et assure la coordination interministérielle des investissements de l'Etat outre-mer. Enfin la sous-direction des politiques publiques veille à la prise en compte du développement durable dans les politiques publiques conduites outre-mer. Elle comprend 5 bureaux.

Les missions du bureau des politiques agricoles rurales et maritimes sont animées en coordination avec les autres services de la DGOM, les ministères en charges du domaine (détenteurs de l'expertise), les services déconcentrés et les acteurs territoriaux. Elles visent à adapter l'action de l'Etat aux spécificités des territoires ultra-marins dans les domaines agricole (politique globale et particulière), rural, maritime (pêche et politique maritime de l'Union Européenne et internationale). A ce titre, le bureau doit :

1. Assurer la veille et animer un réseau permanent avec les acteurs et experts du secteur.

2. En tant que contributeur : anticiper et contribuer à l'évolution de la réglementation sur des questions de sécurité sanitaire, de santé végétale et animale, de produits phytosanitaires ; participer à l'adaptation des initiatives internationales, européennes et nationales en matière de politique maritime, de pêche et d'aquaculture

3. En tant que chef de file : assurer un rôle de coordination, d'impulsion et d'orientation dans l'adaptation de la PAC et le suivi de la mise en œuvre du programme POSEI et des programmes de développement rural ; assurer/promouvoir le développement d'initiatives favorisant le développement des filières spécifiques (canne, sucre, rhum, banane, etc.).

4 - Participer aux évaluations et contribuer en tant que de besoin aux activités des autres services de la direction.

- ***Composition et effectifs du bureau : 8 agents***

Le chef de bureau A+, un adjoint A et 4 chargés de mission de catégorie A, une secrétaire

- ***Liaisons hiérarchiques :*** Chef de bureau

- ***Liaisons fonctionnelles :***

  - Au sein de la direction:

Bureau des politiques européennes, d'insertion régionale et de valorisation de l'outre-mer
Sous-direction des affaires juridiques et institutionnelles

  - Externe :

Ministères chargés de mer, de la pêche et de l'environnement, SGAE, SG Mer, Commission européenne
Services territoriaux de l'État et organismes compétents, socioprofessionnels et monde associatif

Vos perspectives :

L'expérience acquise sur ce poste vous permettra d'évoluer vers des fonctions similaires dans le même domaine fonctionnel et pourra être valorisée au sein de structures interministérielles.

Fiche mise à jour le : 12/05/2019

Pour candidater :

- M. Etienne DESPLANQUES, sous-directeur des politiques publiques – 01.53.69.22.23 – etienne.desplanques@outre-mer.gouv.fr

- M. Arnaud MARTRENCHAR adjoint au sous directeur - 01.53.69.26.05 - arnaud.martrenchar@outre-mer.gouv.fr

- M. Kevin POVEDA, chef du bureau - 01 53 69 25 55 - kevin.poveda@outre-mer.gouv.fr

- M. Stéphan GABRIELLI chef du bureau des ressources et de la coordination - 01.53.69.24.15 - stephan.gabrielli@outre-mer.gouv.fr et brc-mobilite@outre-mer.gouv.fr

Fiche mise à jour le : 12/05/2019

Agence de Services et de Paiement

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

Agence de services et de paiement
Direction générale – Service Audit Interne

Forum de la Rocade -ZI Sud -Est
40 rue du Bignon
35574 Chantepie cedex

AUDITEUR-TRICE INTERNE

N° du poste : 19181 **Catégorie : A**	
Cotation parcours professionnel postes catégorie A : (en cours)	**Groupe RIFSEEP (filière administrative) : 2**
Poste vacant à compter du 1er juillet 2019	
Présentation de l'environnement professionnel	L'Agence de Services et de Paiement (ASP) est un établissement public administratif placé sous la double tutelle du Ministère en charge de l'Agriculture et du Ministère en charge de l'Emploi. L'ASP est le premier organisme payeur européen des aides agricoles de la politique agricole commune (PAC). Elle contribue à la mise en œuvre de politiques publiques européennes, nationales et locales et dispose d'une expertise reconnue dans les domaines de l'ingénierie administrative, de l'instruction, des contrôles, des paiements et des recouvrements. Son siège est réparti sur deux sites (Limoges et une antenne à Montreuil) et comporte un réseau de 17 Directions régionales implantées en métropole et outre-mer. Le service d'audit interne est placé sous la responsabilité directe de la Direction générale.
Objectifs du poste	Evaluer le niveau de maîtrise des risques sur les process métier de l'agence, principalement dans le cadre de son agrément d'organisme payeur des fonds communautaires (FEAGE et FEADER). Opportunité pour un candidat de développer une connaissance approfondie de la gestion des aides nationales et européennes, des compétences d'audit interne (formation assurée à l'Institut Français de l'Audit Interne) et de maîtrise de risques, qui pourront être valorisées par la suite dans des postes à responsabilités.
Description des missions à exercer ou des taches à exécuter	Dans le cadre des normes professionnelles d'audit interne, Analyser les procédures et les risques associés au regard des référentiels, Etablir les constats en lien avec les services audités, procéder à leur analyse et en tirer les conclusions en termes de couverture du risque, et le cas échéant proposer des recommandations, Rédiger les rapports d'audit et en présenter les conclusions, Suivre et évaluer les actions réalisées en réponse aux recommandations.
Champ relationnel du poste	En interne : les directions du siège, les directions régionales de l'ASP En externe : les services centraux et déconcentrés du MAA, les autorités de gestion (Région) Des déplacements sont à prévoir dans les structures audités.

Compétences liées au poste	**Savoirs :**	**Savoir-faire :**
	Maîtrise des techniques liées à l'audit souhaitée Technique d'analyse des risques Connaissances en droit & dispositifs de la politique agricole commune appréciées	Bonne capacité d'analyse et de synthèse Bonne capacité d'adaptation Bonne capacité rédactionnelle.
Personnes à contacter	Les dossiers de candidature constitués d'un curriculum vitae, d'une lettre de motivation et du dernier arrêté précisant corps, grade et échelon, doivent être adressés par courriel exclusivement à : Mme Anne PRIEUR – Cheffe du service d'audit interne - Tél. : 01 73 02 18 50 courriel : anne.prieur@asp-public.fr Mme Céline GADY – Contact ressources humaines - conseillère mobilité carrière formation - DRH/Service Emploi Evolution et Compétences- tel : 05 55 12 00 56 – mobilite@asp-public.fr	